



Poitiers, le 11 février 2024

## **ASSEZ des paroles, des symboles, des actes !**

À l'aune de la future constitutionnalisation du droit à l'Interruption Volontaire de Grossesse et à la veille de la Journée internationale des droits des Femmes (08/03/2024), la CGTIP86 tenait à réaffirmer son soutien inconditionnel à toutes les femmes et plus particulièrement à celles d'entre nous, victimes de violences sexistes et sexuelles (harcèlements, agressions sexuelles, viols...).

En effet et malheureusement encore trop souvent, la voix des victimes de ces violences, dans l'immense majorité des cas des femmes, est rendue inaudible par le fracas assourdissant que provoquent les symboles et les belles paroles dont notre Administration semble si friande. Ces voix demeurent dès lors frappées du « sceau » de la parole qu'il faut taire, des mots qu'il ne faut dire, des maux qu'il faut garder pour soi...

Quand on en est encore à demander pourquoi « elles n'ont pas parlé avant », c'est très/trop vite oublier ce système qui fait la part belle aux symboles (livret sur le harcèlement novembre 2022) mais reste sourd aux voix qui crient leur douleur. La sinistre affaire de l'ENAP en est une des plus funestes illustrations !

Dans une Administration qui connaît dans tous ses corps une très forte féminisation - sauf peut-être dans les corps des Directeurs (DI, DIA, DFPIP ...), de là à y voir une relation de cause à effet – les femmes restent celles qui subissent les agissements nauséabonds de mâles-éduqués frustrés, pensant sans doute toujours avoir un droit de cuissage hérité du temps des seigneuries.

La CGTIP86 a été, est et sera toujours la voix de toutes ces femmes qui sont des nôtres, qui se taisent par peur de ne pas être crues ou par crainte des représailles. Nous ne nous taisons pas pour qu'enfin la peur change de camp, que les bourreaux soient ceux qui aient à craindre les sanctions implacables d'une Administration qui assumera enfin son devoir de protection des agents qui sont sous son autorité.

La CGTIP86 exige instamment, avec force que dans nos Services, les SPIPS, notre Administration, notre Ministère, celui de la Justice et peut-être plus que partout ailleurs, l'injustice dont sont victimes les femmes, cesse sans délai ! Il appartient à tous et plus particulièrement à ceux qui en ont le pouvoir de leur permettre d'être entendues, respectées et soutenues dans leur souffrance.

Nous avertissons que si cette situation de déni d'une Administration plus attachée aux symboles qu'aux actes devait encore perdurer, **la CGTIP86 à ces silences honteux, à cette inaction coupable, opposera en tout temps et en tous lieux ses bruits et sa fureur !**

**À bon entendeur...**

***La CGT Insertion Probation 86.***